

# MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)

### Objet du Marché :

**MARCHE 2025-032 : FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME  
HPLC (CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE HAUTE PERFORMANCE)**

### Procédure :

Procédure adaptée  
(Passé en application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique)

### Acheteur :

**INSA de Toulouse  
Pôle Marchés  
135 Avenue de RANGUEIL  
31077 TOULOUSE Cedex 4**

Représenté par sa Directrice, Madame Alexandra BERTRON

### DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS :

**Le 07/10/2025 à 12h00**

**IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES**

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.

<u>Code NACRES :</u> SB.51 : CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE ANALYTIQUE : CHAINES, DETECTEURS, POMPES...	<u>Organisme de publicité :</u> PLACE
<u>Codes CPV :</u> 38432200-4 Chromatographes 38433300-2 Analyseur de spectre	<u>Service instructeur :</u> TBI (plateforme PICT-ICEO)
	<u>Version du document :</u> 16/09/2025 (publication du dce)

## Article 1 – Acheteur

### 1.1. Nom et adresse officiels de l'Acheteur


I.N.S.A. de Toulouse  
135 Avenue de Rangueil  
31077 TOULOUSE CEDEX 4  
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

### 1.2. Adresse à laquelle les plis doivent être envoyés

Par voie électronique :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Rubrique :

 Je m'authentifie / Je m'inscris

### 1.3. Type d'acheteur public

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

## Article 2 – Objet du marché

### 2.1. Description

#### 2.1.1. *Description/objet du marché*

La présente consultation a pour objet :

1. La fourniture, l'installation et la mise en service d'un système HPLC,
2. La formation de base du personnel (4 personnes max) pour l'utilisation, la calibration et la maintenance de 1<sup>er</sup> niveau du matériel, ainsi que pour l'utilisation du logiciel de pilotage et de traitement des données. La formation est réalisée sur site après l'installation du matériel.

Contexte du marché : Ce marché s'inscrit dans le cadre du projet de recherche CALipSO, financé par l'ADEME.

La plateforme PICT-ICEO située sur le laboratoire TBI (Toulouse Biotechnology Institute) a une activité de prestations de services et/ou collaboration (R&D) dans le domaine de la découverte et du criblage d'enzymes, de la production et caractérisation d'enzymes et protéines recombinantes. Elle est labellisée IBISA, membre du réseau GénoToul (réseau des plateformes toulousaines en sciences du vivant) et fait partie de l'infrastructures nationale et européenne IBISBA.

Le fonctionnement du plateau ICEO s'articule principalement autour de 3 noyaux d'équipements :

- le premier est consacré à l'organisation et à la gestion des banques de clones et au criblage des propriétés enzymatiques des banques de mutants en format microplaques,
- le plateau de purification de protéines est constitué de plusieurs systèmes ÄKTA, pour la purification simple ou parallélisé de protéines,
- enfin, le plateau analytique est constitué de 6 chaînes HPLC et 1 chaîne HPAEC, associées à différents détecteurs, ainsi que d'une GC et d'une GC/MS, nous permettant de séparer/quantifier/identifier une large gamme de molécules produites par nos cibles enzymatiques.

Le souhait est de s'équiper d'un nouvel ensemble d'analyses chromatographiques comprenant une chaîne HPLC complétée d'un détecteur UV, un détecteur RI et d'un collecteur de fractions.

L'acquisition d'un nouvel ensemble chaîne HPLC/ détecteur permettra :

- de maintenir les cadences de caractérisation de nouvelles enzymes intervenant dans la transformation d'agro-ressources telle que le saccharose, les hémicelluloses et les triglycérides, etc;
- de pérenniser notre capacité de réponse aux demandes de partenaires extérieurs académiques et industriels.

Règlement de la Consultation (RC)

Marché 2025-032 : Fourniture et installation d'un système HPLC (chromatographie liquide haute performance)

Cet ensemble participera au renouvellement nécessaire des équipements vieillissants du parc analytique de la plateforme PICT-ICEO.

### **2.1.2. Lieu d'exécution des prestations**

**INSA Toulouse**  
Laboratoire TBI / Plateforme PICT-ICEO  
Bâtiment 39, 3er étage, salle 321  
135 avenue de Rangueil,  
31400 Toulouse  
France

### **2.1.3. Division en lots**

Le marché n'est pas alloté en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes, conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

### **2.1.4. Division en tranches**

Sans objet.

### **2.1.5. Variantes**

#### **2.1.5.1 Variantes à l'initiative du soumissionnaire**

Sans objet

#### **2.1.5.2 Variantes à l'initiative de l'Acheteur**

Sans objet.

### **2.1.6 Prestations supplémentaires éventuelles (options)**

#### **2.1.6.1 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires**

Les candidats **devront obligatoirement répondre** à la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire du marché après réponse à l'offre de base. **A défaut, la réponse au marché ne sera pas recevable.**

L'Acheteur a défini les prestations supplémentaires éventuelles obligatoires ci-dessous :

- ✓ **PSE obligatoire n°01** : Extension de garantie pour une période d'une année supplémentaire **à l'issue de la période de garantie** : modalités et prix (Un devis estimatif pour l'extension de garantie est transmis avec l'offre)
- **PSE obligatoire n°2** : Reprise du matériel obsolète dont les numéros de série sont donnés ci-dessous :
  - ✓ Thermo U3000, 1ère génération      Pompe : SN 8011034
  - ✓ Thermo U3000, 1ère génération      Echantillonneur : SN 8012057
  - ✓ Thermo U3000, 1ère génération      Détecteur à barrette de diodes UVD340U : SN 3460404
  - ✓ Thermo U3000, 1ère génération      Four : SN 5550701

Si elle est retenue, la PSE ne se substitue pas à la solution de base mais vient s'ajouter aux prestations demandées dans le marché. L'Acheteur n'est jamais obligé de retenir une PSE, ni lors de la conclusion, ni pendant l'exécution du marché.

#### **2.1.6.2 Prestations supplémentaires éventuelles facultatives**

Néant.

### **2.1.7. Forme du prix**

## **2.2. Quantité à fournir**

Les quantités à fournir ainsi que les caractéristiques techniques des prestations à réaliser sont définies au CCP n°2025-032 joint au présent marché.

## **2.3. Durée du marché (ou délai d'exécution)**

Le présent marché ne devient définitif qu'après notification au titulaire. Il court à compter de la notification jusqu'à la fin du délai de la garantie et éventuellement jusqu'à la fin de la maintenance si cette prestation supplémentaire éventuelle obligatoire est retenue par l'Acheteur.

Le matériel devra être livré sur le site du TBI à l'INSA (article 6 du CCP n°2025-032).

**Le soumissionnaire indique dans l'acte d'engagement le délai de livraison.**

Le candidat livre le matériel dans les délais fixés dans l'acte d'engagement à compter de la notification. En cas de non-respect du délai annoncé dans l'acte d'engagement, des pénalités de retard seront appliquées.

Compte tenu du fonctionnement de l'INSA, le(les) jour(s) précis de la livraison est déterminé d'un commun accord entre le Titulaire et les correspondants du TBI.

### **Article 3 – Conditions de la consultation**

#### **3.1 Conditions du marché**

##### ***3.1.1 Modalités essentielles de financement et de paiement***

La prestation est financée par le projet CALipSO, financé par l'ADEME.  
Le délai de paiement est fixé à 30 jours conformément à l'article L2192-10 du code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L2191-3 du Code de la Commande Publique, le marché donne droit à une avance de 40 % du montant TTC de l'offre de base, plus les prestations supplémentaires éventuelles retenues. Le Titulaire ne pourra recevoir cette avance qu'après avoir constitué une garantie à première demande en garantie de remboursement.

##### ***3.1.2 Forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs attributaire du marché***

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement.  
La forme de groupement n'est pas imposée : il peut être solidaire ou conjoint. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des cotraitants pour l'exécution du marché.

#### **3.2 Conditions d'examen des candidatures et des offres**

Avant de procéder à l'examen des candidatures et des offres, l'Acheteur qui constate que des pièces dont la production était réclamée au 5.2.1.1 et 5.2.1.2 sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier.

##### **Examen des candidatures :**

Les candidats doivent répondre aux exigences décrites à l'article L2142-1 du Code de la Commande Publique sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre.  
Les capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières des candidats sont appréciées au regard des documents mentionnés à l'article 5.2.1.1.

##### **Examen des offres :**

L'INSA se réserve la possibilité d'organiser des échanges avec les candidats recevables pour obtenir des précisions ou des compléments sur la teneur des offres.  
Aussi, l'INSA se réserve le droit de demander aux candidats de régulariser leurs offres irrégulières et ce dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales (article R2152-2 du code de la commande publique).  
Conformément, aux articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique, toute offre apparaissant comme anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### **3.3 Négociation**

Pour chaque lot l'INSA se réserve la possibilité de négocier avec les **3** candidats ayant remis les meilleures offres à la suite d'une première analyse réalisée sur la base des critères de jugement des offres mentionnés à l'article 4.2.

La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.

Toutefois, si la négociation paraît inutile, l'INSA se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

## Article 4 – Procédure

### 4.1. Type de procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en l'application des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique

### 4.2. Critères d'attribution

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<b>Critère n°1 : La valeur technique de l'offre au regard du cadre de réponse technique</b>	<b>35%</b>
Description détaillée de l'équipement proposé et ses fonctionnalités	10 points
Caractéristiques du module de pompe (nombre de voies, pressions supportées,)	20 points
Caractéristiques de l'échantillonneur (capacité, type de flacons)	20 points
Caractéristique du détecteur UV (nombre de longueur d'onde, sensibilité)	20 points
Caractéristique du collecteur de fractions	20 points
Modalités de la formation : moyens humains et matériels dédiés (contenu, durée et documentation)	10 points
<b>Critère n°2 : Prix des prestations au regard de l'annexe 1 à l'acte d'engagement</b>	<b>35%</b>
Prix global et forfaitaire	80 points
Le taux de remise appliqué pour les consommables	20 points
<b>Critère n°3 : Délai de livraison et service après-vente</b>	<b>10%</b>
Délai de livraison (sur la base du délai inscrit dans l'acte d'engagement)	50 points
Conditions et délai de la garantie : modalités détaillées de l'entretien (périodicité, moyens humains dédiés, liste des pièces avec leur périodicité d'utilisation / de remplacement conseillée)	25 points
Conditions et délai d'intervention du service après-vente (structure et organisation de l'assistance technique et téléphonique : moyens humains, qualification, délai d'intervention et de réparation)	25 points
<b>Critère n°4 : Critère environnemental au regard du cadre de réponse technique</b>	<b>20%</b>
Généralités (démarches RSE de l'entreprise et le (les) écolabel(s) existant(s))	5 points
Fabrication/Assemblage	5 points
Distribution/Emballage	15 points
Usage (consommation énergétique et consommables)	30 points
Maintenance/Entretien (réparabilité et disponibilité des pièces détachées)	30 points
Fin de vie (enlèvement, recyclabilité)	15 points

**Le mémoire technique (critères 1,3 et 4) ne devra pas dépasser 10 pages. Pourra ensuite y être annexée la fiche technique du matériel proposé.**

### 4.3 Renseignements d'ordre administratif

#### 4.3.1. Conditions d'obtention du dossier de consultation

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-3 du Code de la Commande Publique, les candidats auront la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises dans son intégralité, et de répondre via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (références de la consultation : n°2025-32).

Il est conseillé aux candidats de se reporter au manuel d'installation mis en ligne sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

Logiciel	Format
WORD	.doc / .docx
EXCEL	.xls / .xlsx
ACROBAT READER	.pdf
WIN ZIP	.zip

Les formats compatibles que la personne publique peut lire sont ceux figurant dans le tableau ci-dessus. Les candidats sont invités à ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe », ni certains outils notamment les « macros ».

**Lors du téléchargement du DCE**, le candidat aura la possibilité de s'identifier ou de retirer le dossier de manière « anonyme ».

Afin de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications), **il est fortement recommandé aux candidats d'indiquer une adresse électronique** ainsi que le nom d'un correspondant

**Il est également conseillé d'enregistrer dans vos contacts** l'adresse mail suivante : [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), afin d'être certain de recevoir les mails en provenance de la plateforme.

De plus, il est précisé que les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification. Ces avis ne sont pas officiels. Seuls ceux publiés au BOAMP et /ou au JOUE font foi en cas de discordances au niveau de leur contenu.

#### 4.3.2. Date limite de réception des plis

##### 4.3.2.1 Dépôt ou envoi par voie postale des offres sous forme papier

En application des articles R2132-7 à R2132-14 du Code de la Commande Publique, **LES DEPOTS PAPIERS NE SONT PAS AUTORISES.**

##### 4.3.2.2 Envoi des offres sous forme électronique

Les candidats devront envoyer leur offre, avant le **07/10/2025 à 12h00**, par voie électronique au moyen du site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), (références de la consultation : n°2025-032) sous réserve que l'acte d'engagement soit signé électroniquement par une personne habilitée.

L'offre déposée doit être conforme aux dispositions de l'article 5.2 du présent règlement de la consultation.

Pour signer électroniquement un certificat de signature électronique est nécessaire.

Les candidatures et offres pourront être envoyées dans les formats suivants :

- WORD (.doc), (.docx),
- EXCEL (.xls), (.xlsx),
- ACROBAT READER (.pdf)
- WIN ZIP (.zip)

### 4.4. Langue devant être utilisée la candidature et l'offre

La langue devait être utilisée dans la candidature et l'offre est le Français.

Si les documents fournis par le candidat à l'appui de sa candidature ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **4.5. Délai de validité des offres**

**120 jours** à compter de la date de remise des offres.

### **Article 5 – Autres renseignements**

#### **5.1. Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Un règlement de consultation (RC)
- Un cahier des clauses particulières (CCP)
- Un modèle d'acte d'engagement ATTR11, pré-rempli à compléter
- Un modèle de formulaire DC1 et DC2.

#### **5.2. Modalités de remise des plis**

##### ***5.2.1 Procédure de présentation et de remise des offres***

##### ***5.2.1.1 Documents relatifs à la candidature***

Le candidat produit les documents suivants, demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence :

#### **Situation propre des opérateurs économiques – capacité juridique**

1. « Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses « cotraitants » (**imprimé DC1**) dûment complété et signé par le candidat, et le cas échéant par chaque membre du groupement ;
2. Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : **Kbis de moins de 3 mois. Si le signataire du DC1 n'est pas le représentant légal, la délégation de pouvoir ou de signature datée et signée en original ;**
3. **Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements** prononcés à cet effet ;
4. Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société

#### **Capacité économique et financière**

5. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat (**imprimé DC2**)

#### **Capacité technique**

6. **Références de l'entreprise** : une liste des prestations similaires effectués au cours des 5 dernières années, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution (article 3-I 1° de l'Arrêté du 29 mars 2016) ;
7. **Les moyens humains et matériels**
8. **Certificats de qualifications professionnelles** (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen) et certificats de qualité ou équivalent.

**Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir les pièces obligatoires susmentionnées à l'exception de la lettre de candidature (imprimé DC1). Cette dernière est fournie en un seul exemplaire afin de désigner le(s) cotraitant(s) du groupement.**

Pour fournir les renseignements demandés, **l'utilisation des formulaires DC1 et DC2 fournis dans le DCE est conseillée**. Ils peuvent être téléchargés sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi (<http://www.economie.gouv.fr>), rubriques « marchés publics », « formulaires ».

#### **5.2.1.2 Documents relatif à l'offre**

L'offre de l'entreprise est composée des documents complétés, datés et signés ci-dessous :

1. **L'acte d'engagement** ;
2. **L'annexe financière renseignée** ;
3. **Un mémoire technique** détaillant les points énumérés à l'article 4.2

Les offres seront présentées en **euros**.

#### **NB :**

- Il n'est pas demandé de renvoyer le CCP avec l'offre. **La signature de l'acte d'engagement par le candidat entraîne l'acceptation de ces documents.**
- Les informations données dans l'acte de candidature et l'offre sont contractuelles.

#### **5.2.1.3 Documents à remettre par le candidat retenu**

1. L'attestation d'assurance en cours de validité
2. Un RIB
3. Certificats délivrés par les administrations compétentes (régularité fiscale et conformité avec le droit du travail)

#### **5.2.1.4 Procédure dématérialisée de présentation et de remise des offres**

Le dossier à transmettre par le candidat doit être constitué de documents réalisés avec des outils bureautiques dans les formats précisés au § 4.3.1 du présent règlement de consultation.

Le dossier dématérialisé doit contenir un dossier comprenant les documents prévus aux § 5.2.1.1 et § 5.2.1.2 ci-dessus.

La procédure de dépôt de pli par voie dématérialisée est détaillée sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

La durée de téléchargement du pli est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à remettre.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Les documents seront signés par le candidat par signature électronique au moyen des outils mis à disposition sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

#### **Copie de sauvegarde**

**L'envoi d'une copie de sauvegarde (copie de l'offre sur CD-Rom ou clé USB) n'est pas obligatoire.** Cependant, conformément à l'article R2131-11 du code de la Commande Publique et en vertu de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures, une copie de sauvegarde peut être transmise support physique électronique dans le délai imparti pour la remise des offres, soit avant le **07/10/2025 à 12h00**.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.



Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible :

**« Copie de sauvegarde – MARCHÉ 2025-032 : FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME HPLC (CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE HAUTE PERFORMANCE)**

**NOM DU CANDIDAT :**

**SIRET :**

Le pli fermé est envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine, à l'adresse suivante :

**I.N.S.A. de Toulouse**

Pôle Marchés

Bâtiment 17

135 Avenue de Rangueil

31077 TOULOUSE CEDEX 4

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 :

- Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie électronique contiennent un programme informatique malveillant qui est détecté par l'acheteur,
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'Acheteur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par l'Acheteur, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par l'Acheteur.

Si une candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers de l'Acheteur sans avoir été lue.

Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite sans avoir été ouverte.

### **5.3. Modifications de détail au dossier de consultation**

L'INSA se réserve le droit d'apporter **au plus tard 5 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats qui souhaitent avoir des renseignements complémentaires doivent en formuler la demande par écrit, **7 jours avant la date limite de remise des offres**, via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (références de la consultation : **N°2025-032**)

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard 5 jours** avant la date limite de réception des offres

### **5.4. Voies et délais de recours**

#### Organe chargé des procédures de recours

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

Cedex 7

BP 7007

31068 Toulouse

Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

URL: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par courrier, télécopie et via l'application informatique « télé recours » (lien : <https://www.telerecours.fr>)

#### Organe chargé des procédures de médiation

CCIRA de Bordeaux

103 bis rue Belleville

BP 952

Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

- Le Référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative) avant la signature du contrat.
- Le Référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative) après la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article R. 551-7 du CJA.
- Le Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la date à laquelle l'acheteur a effectué les mesures de publicité du contrat.
- Le Recours pour excès de pouvoir, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

#### **5.5. Respect du Règlement Général relatif à la Protection des Données**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.